

La France recrute 4000 personnes pour éviter le décrochage numérique de millions de Français

Le secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, Cédric O, a présenté les grandes lignes de son plan en faveur de l'inclusion numérique. Le recrutement de 4 000 nouveaux médiateurs est prévu dans l'objectif d'harmoniser la stratégie de lutte contre l'illectronisme numérique, ou illectronisme.

Temps de lecture : minute

17 novembre 2020

L'événement Numérique en commun(s), qui se tient en ligne ce mardi 17 novembre, réunit chaque année les acteurs impliqués dans la lutte contre l'illectronisme - élus, entreprises, associations, etc. La ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Jacqueline Gourault, et le secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, Cédric O, y prennent part. C'est à cette occasion que le gouvernement a présenté les premières mesures de son plan d'inclusion numérique. Une problématique importante, largement amplifiée ces derniers mois par les mesures de confinement mises en place pour lutter contre la progression de la pandémie de Covid-19.

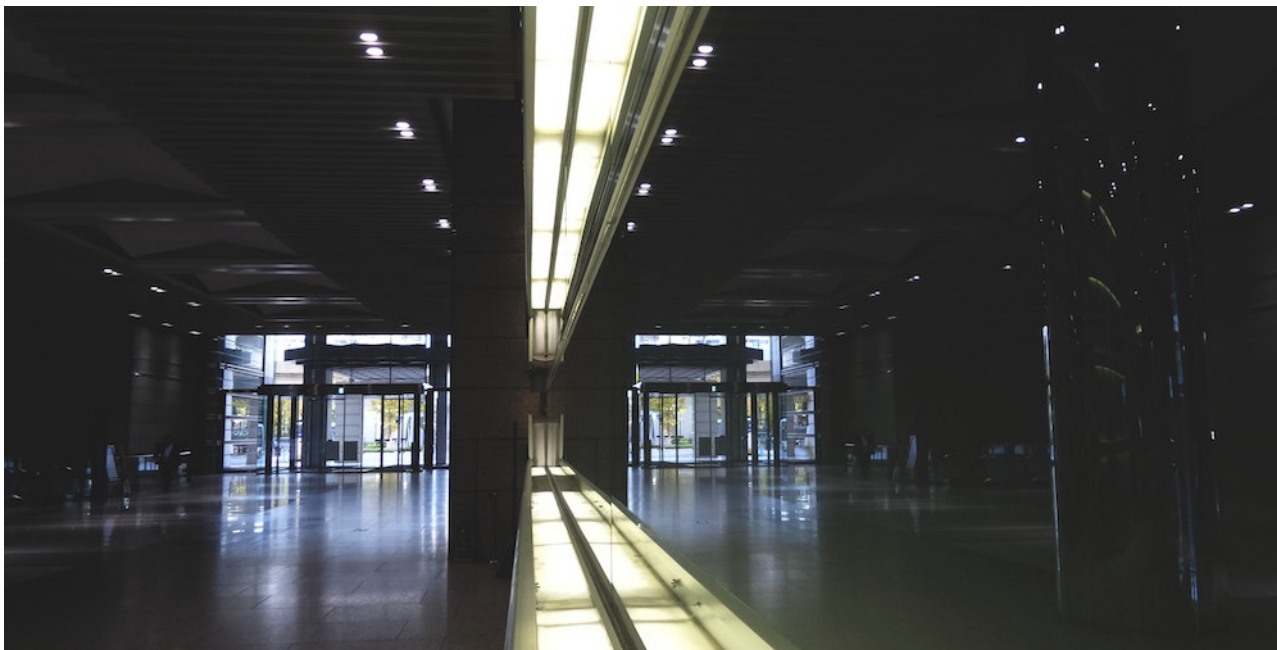
Recruter 4 000 conseillers de terrain

Expliquant à Libération l'intérêt même du projet, Cédric O a estimé que

l'appropriation du numérique est "*compliquée pour un grand nombre de Français*". Ce qui, selon lui, "*génère de nouvelles inégalités qui viennent se superposer à toutes celles déjà existantes*". Il s'agit donc d'accompagner ces personnes pour les amener à maîtriser ces technologies. Le secrétaire d'État, qui souligne que la question du "déclassement numérique" a été posée à de multiples reprises lors du grand débat national, affirme qu'au-delà de son aspect serviciel – garder contact avec ses proches ou effectuer des achats – Internet permet de comprendre le monde d'aujourd'hui... pour, in fine, se forger une meilleure opinion. "*Les interrogations [des personnes accompagnées par des médiateurs numériques] portent sur les données, les fausses informations, le dessaisissement éducatif parental face aux nouvelles technologies, etc.*", relève ainsi Cédric O dans les colonnes de *Libération*.

Quelque 4 000 conseillers numériques supplémentaires seront ainsi formés d'ici à la fin de l'année 2022 dans le but de renforcer l'action de terrain, en mettant à disposition des outils "*performants et modernisés*". Sans exigence de diplôme, les recrues bénéficieront d'une formation de 350 h. C'est un budget de 250 millions d'euros qui permettra de "*doubler*" le nombre de médiateurs numériques au sein des collectivités, associations de quartier ou entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS).

L'État financera à hauteur de 50 000 euros annuels les conseillers employés dans les collectivités et 40 000 euros ceux dépendant de structures privées. Pour éviter qu'une part des 13 millions de Français concernés reste sur le bord de la route malgré les moyens investis, "*les travailleurs sociaux en première ligne face à la fracture numérique*" seront, eux aussi, formés pour "*sortir du système D qui prévaut actuellement dans un grand nombre de cas*".



À lire aussi

La solidarité, seule solution à la fracture numérique pendant le confinement ?

Mettre en place une politique coordonnée

Soulignant "*de belles initiatives sur le terrain*" ces dernières années, Cédric O a néanmoins estimé nécessaire de "*coordonner la politique*" en matière de médiation numérique à l'échelle nationale. L'objectif du gouvernement est de structurer le secteur en suivant une "*logique de standardisation des formations et de professionnalisation*", à l'image de ce qui a été réalisé avec la mise en place de "hubs" territoriaux et du service public en ligne Pix - qui permet d'évaluer et certifier ses compétences numériques.

Pour rappel, Cédric O soulignait dans un entretien à Maddyness lors de la présentation du plan de relance au début du mois de septembre 2020 que ce dernier a été l'occasion de "*multiplier par presque 20 le budget alloué à la formation au numérique, pour faire en sorte que les Français éloignés de l'informatique y aient accès*". Le secrétaire d'État jugeait alors que, si cela n'était pas le cas, "*le numérique [risquerait] de ne pas être*

soutenable dans une société dont une partie considère que c'est un facteur de son exclusion".

Article écrit par Arthur Le Denn